

F. 95 — 99

[C — 27015]

22 DECEMBRE 1994

Décret portant création de l'institution de médiateur de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Du médiateur de la Région wallonne*

Article 1er. Le médiateur de la Région wallonne reçoit, dans les conditions fixées par le présent décret, les réclamations concernant, dans leurs relations avec les administrés, le fonctionnement des autorités administratives régionales wallonnes, à l'exclusion des autorités administratives dotées par la loi ou le décret, ou en application de ceux-ci, de leur propre médiateur.

CHAPITRE II. — *Organisation du service de médiation*

Art. 2. Le médiateur est, après appel public aux candidatures, nommé par le Conseil régional wallon pour une période de six ans, renouvelable une fois.

Il prête, entre les mains du Président du Conseil régional wallon, le serment suivant : « Je jure de m'acquitter des devoirs attachés à mes fonctions en toute conscience et impartialité. »

Art. 3. Pour être nommé, le médiateur doit :

- 1° être Belge;
- 2° être d'une conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;
- 3° être porteur d'un diplôme donnant accès aux fonctions du niveau 1 des administrations de l'Etat;
- 4° justifier d'une expérience utile d'au moins cinq ans dans le secteur public ou privé;
- 5° avoir son domicile en Région wallonne.

Art. 4. Pendant la durée de son mandat, le médiateur ne peut être titulaire d'aucune des fonctions ou aucun des mandats suivants :

- 1° la fonction de magistrat, notaire ou huissier de justice;
- 2° la profession d'avocat;
- 3° la fonction de ministre d'un culte reconnu ou le délégué d'une organisation reconnue par la loi qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle;
- 4° un mandat public conféré par élection; de plus il ne peut être candidat à un tel mandat pendant les quatre années qui suivent sa sortie de charge;
- 5° un emploi rémunéré dans les services publics régionaux ou un mandat public conféré par la Région;
- 6° membre du personnel des forces armées;
- 7° toute fonction qui puisse compromettre le bon exercice de sa mission ou porter atteinte à son indépendance, son impartialité ou la dignité de ses fonctions.

Le titulaire d'un mandat public conféré par l'élection qui accepte sa nomination en qualité de médiateur est démis de plein droit de son mandat électif.

Les articles 1er, 6, 10, 11 et 12 de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics sont applicables, s'il échet et moyennant les adaptations nécessaires, au médiateur.

Art. 5. Le Conseil régional wallon peut mettre fin aux fonctions du médiateur :

- 1° à sa demande;
 - 2° lorsqu'il atteint l'âge de 65 ans;
 - 3° lorsque son état de santé compromet gravement l'exercice de ses fonctions.
- Le Conseil régional wallon peut révoquer le médiateur :
- 1° s'il accepte une des fonctions ou un des mandats visés à l'article 4, alinéa 1er;
 - 2° pour des motifs graves.

Art. 6. § 1er. Les règles régissant le statut pécuniaire des conseillers de la Cour des comptes, contenues dans la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour des comptes, sont applicables au médiateur.

§ 2. Le médiateur bénéficie du régime de pension applicable aux fonctionnaires de l'administration générale. En outre, les conditions particulières suivantes sont applicables.

Le médiateur qui, par suite de son état de santé, n'est plus en état de remplir ses fonctions, mais qui n'a pas atteint l'âge de 65 ans, peut être admis à la retraite quel que soit son âge. La pension est calculée sur la base du traitement moyen des cinq dernières années, à raison d'un douzième par année de service en qualité de médiateur.

Art. 7. Dans la limite de ses attributions, le médiateur ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

Il ne peut être relevé de sa charge, en raison d'actes qu'il accomplit dans le cadre de ses fonctions. Il jouit d'une immunité spéciale dans l'expression d'avis ou d'opinions qu'il émet dans le cadre de ses fonctions.

Art. 8. § 1er. Les crédits nécessaires au fonctionnement du service du médiateur sont inscrits au budget des dépenses.

Le médiateur présente ses comptes au contrôle de la Cour des comptes.

§ 2. Sur proposition du médiateur, le Conseil régional nomme et révoque les membres du personnel qui assistent le médiateur dans l'exercice de ses fonctions. Le médiateur dirige son personnel.

Le statut et le cadre du personnel sont arrêtés par le Conseil régional wallon sur proposition du médiateur. Ce cadre prévoit au moins un agent ayant une connaissance approfondie de la langue allemande pour assister le médiateur dans l'examen des réclamations introduites dans cette langue.

Il peut se faire assister par des experts.

L'article 458 du Code pénal est applicable au médiateur, à son personnel et aux experts qui l'assistent.

CHAPITRE III. — Saisine du service de médiation

Art. 9. § 1er. Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une autorité administrative visée à l'article 1er n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'elle doit assurer, peut introduire sans frais une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du médiateur. Cette réclamation pourra être introduite en langue française ou en langue allemande.

§ 2. La réclamation doit être précédée de l'exercice des recours administratifs prévus ainsi que des démarches nécessaires auprès des autorités intéressées aux fins d'obtenir satisfaction.

CHAPITRE IV. — Procédure d'examen des réclamations

Art. 10. § 1er. Le médiateur peut refuser de traiter une réclamation lorsque :

- 1° elle est manifestement non fondée;
 - 2° la réclamation se rapporte à des faits qui se sont produits plus d'un an avant l'introduction de la réclamation;
- toutefois, lorsqu'un recours administratif ou juridictionnel a été exercé, le délai nécessaire à cette procédure n'est pas pris en compte pour l'application de la présente disposition;
- 3° les recours administratifs prévus n'ont pas été exercés ou lorsque le réclamant n'a manifestement accompli aucune démarche auprès de l'autorité administrative pour obtenir satisfaction;
 - 4° elle concerne des matières qui font l'objet d'une action civile ou pour lesquelles une procédure pénale est en cours.

§ 2. Une réclamation est irrecevable si :

- 1° l'identité du réclamant est inconnue;
- 2° le médiateur est incompétent;
- 3° elle porte sur un différend entre les autorités administratives visées à l'article 1er et leurs agents pendant la durée de leurs fonctions.

§ 3. Lorsque la réclamation a trait à une autorité administrative qui dispose de son propre médiateur, le médiateur la transmet à ce dernier dans le mois qui suit le dépôt de la réclamation.

§ 4. Le médiateur informe le réclamant par écrit, dans le délai visé au paragraphe précédent, de sa décision de traiter ou non sa réclamation. Le refus de traiter une réclamation est motivé.

Le médiateur informe l'autorité administrative de la réclamation qu'il compte instruire.

Art. 11. L'examen d'une réclamation est suspendu lorsqu'elle fait l'objet d'un recours administratif ou juridictionnel.

L'autorité administrative et le réclamant avertissent le médiateur du recours introduit.

Pour autant que de besoin, le médiateur en informe le réclamant, dans le délai visé au § 3 de l'article 10.

L'introduction et l'examen de la réclamation ne suspendent ni n'interrompent les délais de recours.

Art. 12. § 1er. Le médiateur s'efforce de concilier les points de vue du réclamant et des services concernés.

§ 2. Le médiateur peut imposer des délais impératifs de réponse aux autorités administratives auxquelles il adresse des questions.

§ 3. Lorsqu'une réclamation lui paraît justifiée, le médiateur fait toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi et, le cas échéant, toutes propositions tendant à améliorer le fonctionnement de l'autorité administrative concernée. Il en informe le ministre responsable.

§ 4. Lorsqu'il apparaît au médiateur, à l'occasion d'une réclamation dont il a été saisi, que l'application de dispositions législatives, décrets ou réglementaires aboutit à une iniquité, il peut recommander à l'autorité administrative mise en cause toute solution permettant de régler en équité la situation du requérant, proposer à l'autorité compétente toutes mesures qu'il estime de nature à y remédier et suggérer les modifications qu'il lui paraît opportun d'apporter à des textes législatifs, décrets ou réglementaires. Il en informe le ministre responsable.

§ 5. Le médiateur ne peut remettre en cause le bien-fondé d'une décision juridictionnelle mais a la faculté de faire des recommandations à l'autorité administrative mise en cause.

Il peut, en outre, en cas d'inexécution d'une décision de justice passée en force de chose jugée, enjoindre à l'organisme mis en cause de s'y conformer dans un délai qu'il fixe. Si cette injonction n'est pas suivie d'effet, l'inexécution de la décision de justice fait l'objet d'un rapport spécial présenté dans les conditions prévues à l'article 16, alinéa 2, et publié au *Moniteur belge*.

§ 6. Le médiateur est informé de la suite donnée à ses interventions.

Si une autorité administrative estime ne pas devoir tenir compte d'une recommandation formulée par le médiateur, elle lui adresse une réponse motivée.

A défaut de réponse satisfaisante dans le délai qu'il a fixé, il peut rendre publiques ses recommandations. L'autorité administrative mise en cause peut rendre publique la réponse faite et, le cas échéant, la décision prise à la suite de la démarche faite par le médiateur. Cette publication se fait dans les conditions prévues à l'article 16, alinéa 2.

§ 7. Le réclamant est tenu périodiquement informé des suites réservées à sa réclamation.

Art. 13. § 1er. Le médiateur peut faire toute constatation sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaires et entendre toutes les personnes intéressées.

Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande communication ne peut lui être opposé, sauf en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'Etat ou de politique extérieure.

§ 2. Les personnels des autorités administratives visées à l'article 1er, qui du chef de leur état ou de leur profession ont connaissance d'informations qui leur ont été confiées, sont relevés de leur obligation de garder le secret dans le cadre de l'enquête menée par le médiateur.

§ 3. En vue d'assurer le respect des dispositions relatives au secret de la vie privée, il veille à ce qu'aucune mention permettant l'identification des personnes dont le nom lui aurait été ainsi révélé ne soit fait dans les documents publiés sous son autorité.

Art. 14. Le médiateur arrête un règlement d'ordre intérieur déterminant les modalités de traitement des réclamations. Il est approuvé par le Conseil régional wallon et publié au *Moniteur belge*.

Art. 15. Si, dans l'exercice de ses fonctions, le médiateur constate une infraction, il en informe, conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle, le procureur du Roi.

Si, dans l'exercice de ses fonctions, il constate un manquement grave, il en avertit l'autorité administrative compétente.

CHAPITRE V. — Du rapport du médiateur

Art. 16. Le médiateur adresse au Conseil régional wallon un rapport annuel de ses activités. Le médiateur peut en plus faire des rapports intermédiaires s'il l'estime utile. Ces rapports contiennent les recommandations relatives aux mesures à prendre que le médiateur juge utiles et exposent les éventuelles difficultés qu'il rencontre dans l'exercice de ses fonctions.

L'identité des réclamants et des membres du personnel des autorités administratives ne peut y être mentionnée.

Les rapports sont rendus publics par le Conseil régional wallon.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

(1) *Session 1993-1994 :*

Documents du Conseil (255) Nos 1 à 7.

Compte rendu intégral. Séance publique du 16 décembre 1994.

Discussion — Vote.

ÜBERSETZUNG

D. 95 — 99

[C — 27015]

22. DEZEMBER 1994

Dekret über die Einrichtung eines Vermittlers der Wallonischen Region (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — Der Vermittler der Wallonischen Region

Artikel 1. Der Vermittler der Wallonischen Region bekommt unter den im vorliegenden Dekret festgelegten Bedingungen die Beschwerden über die Arbeitsweise der wallonischen regionalen Verwaltungsbehörden in ihren Beziehungen zu den Bürgern, mit Ausnahme der Verwaltungsbehörden, die durch Gesetz oder Dekret oder in Anwendung dieses Gesetzes bzw. Dekrets über ihren eigenen Vermittler verfügen.

KAPITEL II. — Organisation der Vermittlungsdienststelle

Art. 2. Nach einem öffentlichen Aufruf an die Kandidaten wird der Vermittler von dem Wallonischen Regionalrat für eine Dauer von sechs Jahren, die einmal erneuert werden kann, ernannt.

Der Vorsitzende des Wallonischen Regionalrates nimmt ihm den folgenden Eid ab: « Ich schwöre, die mit meinem Amt verbundenen Aufgaben in aller Ehrlichkeit und unparteiisch zu erfüllen ».

Art. 3. Um ernannt zu werden, muß der Vermittler:

- 1° die belgische Staatsangehörigkeit haben;
- 2° guter Führung und im Besitz seiner politischen und zivilen Rechte sein;
- 3° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zu den Ämtern der Stufe 1 in den Staatsverwaltungen eröffnet;
- 4° eine fünfjährige nützliche Erfahrung im öffentlichen oder privaten Sektor haben;
- 5° in der Wallonischen Region wohnhaft sein.

Art. 4. Während der Dauer seines Mandats ist der Vermittler nicht berechtigt, Inhaber eines der folgenden Ämter oder Mandate zu sein:

- 1° das Amt eines Richters, Notars oder Gerichtsvollziehers;

- 2° der Beruf eines Rechtsanwalts;
- 3° das Amt eines Geistlichen einer anerkannten Konfession oder eines Delegierten einer durch das Gesetz anerkannten Organisation, die eine moralische Beihilfe gemäß einer philosophischen, nicht konfessionellen Anschauung anbietet;
- 4° ein durch Wahl verliehenes öffentliches Mandat. Er ist außerdem nicht berechtigt, im Laufe der vier Jahre, nachdem er aus dem Amt ausgetreten ist, um ein solches Mandat zu kandidieren;
- 5° eine entlohnte Stelle in den regionalen öffentlichen Dienststellen oder ein von der Region verliehenes öffentliches Mandat;
- 6° Personalmitglied der Streitkräfte;
- 7° jedes Amt, das die reibungslose Ausübung seiner Aufgaben gefährden, oder seiner Unabhängigkeit, Unparteilichkeit oder der Würde seiner Aufgaben schaden könnte.

Der Inhaber eines durch Wahl verliehenen öffentlichen Mandats, der die Ernennung zum Vermittler annimmt, wird von Rechts wegen von seinem durch Wahl verliehenen Amt abgesetzt.

Artikel 1, 6, 10, 11 und 12 des Gesetzes vom 18. September 1986 zur Einführung eines politischen Urlaubs für die Personalmitglieder der öffentlichen Dienststellen finden gegebenenfalls und unter Berücksichtigung der notwendigen Anpassungen Anwendung auf den Vermittler.

Art. 5. Der Wallonische Regionalrat ist berechtigt, dem Amt des Vermittlers,

- 1° auf seinen Antrag hin;
 - 2° wenn er 65 Jahre alt wird;
 - 3° wenn sein Gesundheitszustand die Ausübung seiner Aufgaben schwer gefährdet, ein Ende zu setzen.
- Der Wallonische Regionalrat darf den Vermittler absetzen:
- 1° wenn er ein der in Artikel 4, Absatz 1 erwähnten Ämter bzw. Mandate annimmt;
 - 2° aus schwerwiegenden Gründen.

Art. 6. § 1. Die Bestimmungen, die das Besoldungsstatut der Berater vom Rechnungshof regeln, sowie sie im Gesetz vom 21. März 1964 über die Gehälter der Mitglieder vom Rechnungshof enthalten sind, finden Anwendung auf den Vermittler.

§ 2. Der Vermittler genießt das Pensionssystem, das auf die Beamten der allgemeinen Verwaltung anwendbar ist. Außerdem finden die folgenden Sonderbedingungen Anwendung.

Der Vermittler, der infolge seines Gesundheitszustands nicht mehr imstande ist, seine Aufgaben auszuüben, aber noch nicht 65 alt ist, kann in den Ruhestand versetzt werden, wie alt er auch sein mag. Die Pension wird auf der Grundlage seines Durchschnittsgehalts während der letzten fünf Jahre, in der Höhe von einem Zwölfteln pro Dienstjahr in der Eigenschaft eines Vermittlers, berechnet.

Art. 7. Im Rahmen seiner Zuständigkeit erhält der Vermittler Anweisungen von keiner Behörde.

Er kann nicht aufgrund von Aktionen, die er im Rahmen seiner Tätigkeiten ausführt, seines Amtes enthoben werden. Bei der Äußerung von Gutachten bzw. Meinungen, die er im Rahmen seiner Tätigkeiten abgibt genießt er eine Sonderimmunität.

Art. 8. § 1. Die für das Funktionieren der Dienststelle des Vermittlers erforderlichen Geldmittel werden im Ausgabenhaushalt eingetragen.

Der Vermittler legt seine Konten zur Überprüfung des Rechnungshofs vor.

§ 2. Auf Vorschlag des Vermittlers ernennt der Regionalrat die Personalmitglieder, die dem Vermittler bei der Ausübung seiner Tätigkeiten Beistand leisten, und setzt diese ab. Der Vermittler leitet sein Personal.

Das Statut und der Stellenplan des Personals werden vom Wallonischen Regionalrat auf Vorschlag des Vermittlers festgelegt. Dieser Stellenplan sieht wenigstens einen Bediensteten vor, der eine gründliche Kenntnis der deutschen Sprache hat, um dem Vermittler bei der Überprüfung der in dieser Sprache eingereichten Beschwerden Beistand zu leisten.

Er kann sich von Sachverständigen helfen lassen. Artikel 458 des Strafgesetzbuches findet Anwendung auf den Vermittler, sein Personal und die Sachverständigen, die ihm Beistand leisten.

KAPITEL III. — Anrufung der Vermittlungsdienststelle

Art. 9. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die bei einer sie angehenden Angelegenheit der Ansicht ist, daß eine in Artikel 1 erwähnte Verwaltungsbehörde nicht gemäß der Aufgabe, die sie als öffentliche Dienststelle gewährleisten soll, gehandelt hat, ist berechtigt, beim Vermittler eine persönliche Beschwerde schriftlich oder an Ort und Stelle kostenlos einzureichen. Diese Beschwerde kann in französischer oder deutscher Sprache eingereicht werden.

§ 2. Der Beschwerde müssen die vorgesehenen verwaltungsrechtlichen Einspruchsverfahren, sowie das Unternehmen von Schritten bei den betroffenen Behörden, um Genugtuung zu erhalten, vorangehen.

KAPITEL IV. — Überprüfungsverfahren der Beschwerden

Art. 10. § 1. Der Vermittler ist dazu berechtigt, die Behandlung einer Beschwerde zu verweigern, wenn:

- 1° diese offensichtlich unbegründet ist;
- 2° die Beschwerde Tatsachen betrifft, die mehr als ein Jahr vor der Einreichung der Beschwerde geschehen sind. Wenn ein verwaltungsrechtliches oder gerichtliches Einspruchsverfahren ausgeübt worden ist, wird die für dieses Verfahren erforderliche Zeit jedoch nicht für die Anwendung dieser Bestimmung berücksichtigt;
- 3° von den vorgesehenen verwaltungsrechtlichen Einspruchsmöglichkeiten kein Gebrauch gemacht worden ist oder der Beschwerdeführer offensichtlich keinen Schritt bei der Verwaltungsbehörde unternommen hat, um Genugtuung zu erhalten;
- 4° sie Tatsachen betrifft, die Gegenstand einer bürgerlichen Rechtsklage sind oder für die ein Strafverfahren im Gange ist.

§ 2. Eine Beschwerde ist unzulässig, wenn:

- 1° die Identität des Beschwerdeführers unbekannt ist;
- 2° der Vermittler unzuständig ist;
- 3° sie einen Streit zwischen den in Artikel 1 erwähnten Verwaltungsbehörden und ihren Bediensteten im Laufe der Dauer ihres Amtes betrifft.

§ 3. Wenn die Beschwerde sich auf eine Verwaltungsbehörde bezieht, die über ihren eigenen Vermittler verfügt, übermittelt der Vermittler diesem die Beschwerde innerhalb des Monats nach deren Einreichung.

§ 4. Innerhalb der im vorstehenden Paragraphen erwähnten Frist setzt der Vermittler den Beschwerdeführer schriftlich in Kenntnis von seinem Beschluß, seine Beschwerde zu bearbeiten oder nicht. Die Verweigerung, eine Beschwerde zu bearbeiten, muß begründet sein.

Der Vermittler informiert die Verwaltungsbehörde über die Beschwerde, die er im Begriff ist, zu untersuchen.

Art. 11. Die Überprüfung einer Beschwerde wird ausgesetzt, wenn sie Gegenstand eines verwaltungsrechtlichen oder gerichtlichen Einspruchsverfahrens ist.

Die Verwaltungsbehörde und der Beschwerdeführer verständigen den Vermittler vom eingereichten Einspruchsverfahren.

Soweit es notwendig ist, informiert der Vermittler den Beschwerdeführer hierüber innerhalb der im § 3 von Artikel 10 erwähnten Frist.

Die Einspruchsfrist werden von der Einreichung und die Überprüfung der Beschwerde weder aufgeschoben noch ausgesetzt.

Art. 12. § 1. Der Vermittler bemüht sich, die Standpunkte des Beschwerdeführers und der betroffenen Dienststellen in Übereinstimmung zu bringen.

§ 2. Der Vermittler ist berechtigt, den Verwaltungsbehörden, denen er Fragen stellt, zwingende Rückantwortfristen vorzuschreiben.

§ 3. Wenn eine Beschwerde ihm begründet scheint, macht der Vermittler die gesamten Empfehlungen, die seiner Ansicht nach die ihm vorgelegten Schwierigkeiten erledigen könnten sowie jeden Vorschlag, der die Verbesserung der Arbeitsweise der betroffenen Verwaltungsbehörde als Zweck hat. Er informiert den verantwortlichen Minister darüber.

§ 4. Wenn es im Falle einer ihm vorgelegten Beschwerde dem Vermittler vorkommt, daß die Anwendung von Gesetzen, Dekreten oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen zu einer Ungerechtigkeit führt, kann er der betroffenen Verwaltungsbehörde jede Lösung zur gerechten Erledigung der Angelegenheit des Beschwerdeführers empfehlen, der zuständigen Behörde die gesamten Maßnahmen, die seiner Ansicht nach zu der Lösung dieser Situation beitragen könnten, vorschlagen und die Abänderungen, die seiner Ansicht nach an den Gesetzen, Dekreten oder verordnungsrechtlichen Texten vorgenommen werden sollen, nahelegen. Er informiert den verantwortlichen Minister darüber.

§ 5. Der Vermittler ist nicht im Stande, die Wohlbegründetheit eines gerichtlichen Beschlusses in Frage zu stellen. Er ist aber berechtigt, der betroffenen Verwaltungsbehörde Empfehlungen zu machen. Wenn ein gerichtlicher, rechtskräftig gewordener Beschluß nicht ausgeführt wird, gibt er der betroffenen Einrichtung außerdem die Anweisung, sich innerhalb einer von ihm festgelegten Frist an den rechtskräftigen Beschluß zu halten. Wenn dieser Anweisung keine Folge geleistet wird, wird die Nicht-Ausführung des gerichtlichen Beschlusses Gegenstand eines Sonderberichts, der unter den in Artikel 16, Absatz 2 vorgesehenen Bedingungen vorgestellt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

§ 6. Der Vermittler wird über die anschließend auf seine Vermittlungen geleistete Folge informiert.

Wenn eine Verwaltungsbehörde der Ansicht ist, daß sie eine vom Vermittler geäußerte Empfehlung nicht berücksichtigen soll, schickt sie ihm eine begründete Antwort zu.

Mangels einer befriedigenden Antwort innerhalb der von ihm festgelegten Frist, ist er berechtigt, seine Empfehlungen an die Öffentlichkeit zu bringen.

Die betroffene Verwaltungsbehörde darf die gegebene Antwort und gegebenenfalls den infolge des vom Vermittler vorgenommenen Schritts getroffenen Beschluß an die Öffentlichkeit bringen. Diese Veröffentlichung erfolgt unter den in Artikel 16, Absatz 2 vorgesehenen Bedingungen.

§ 7. Der Beschwerdeführer wird in regelmäßigen Zeitabständen über die Weiterentwicklung der seine Beschwerde angehenden Angelegenheit informiert.

Art. 13. § 1. Der Vermittler darf an Ort und Stelle Feststellungen machen, die Mitteilung der gesamten Unterlagen und Auskünfte, die er für notwendig hält, ersuchen und die gesamten betroffenen Personen anhören.

Die Geheimhaltung oder die Vertraulichkeit der Stücke, deren Mitteilung er ersucht, darf ihm nicht entgegengehalten werden, außer im Falle eines Geheimnisses über die Volksverteidigung oder in Sachen der Staatssicherheit oder der Außenpolitik.

§ 2. Die Personalmitglieder der in Artikel 1 erwähnten Verwaltungsbehörden, die aufgrund ihrer Situation oder ihres Berufs Kenntnis von Informationen haben, die ihnen anvertraut worden sind, werden von ihrer Verpflichtung, das Geheimnis zu halten, im Rahmen der vom Vermittler eingeleiteten Untersuchung entbunden.

§ 3. Um die Bestimmungen bezüglich des Privatlebensgeheimnisses zu gewährleisten, sorgt er dafür, daß keine Angabe zur Identifizierung der Personen, deren Name ihm so mitgeteilt wurde, in den unter seiner Aufsicht veröffentlichten Dokumenten erscheint.

Art. 14. Der Vermittler legt eine allgemeine Dienstordnung fest, die die Verfahrensweise zur Bearbeitung der Beschwerden bestimmt. Sie wird vom Wallonischen Regionalrat genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 15. Wenn der Vermittler bei der Ausübung seiner Aufgaben einen Verstoß feststellt, informiert er gemäß des Artikels 29 der Strafprozeßordnung den Staatsanwalt darüber.

Wenn er bei der Ausübung seiner Aufgaben einen schwerwiegenden Verstoß feststellt, verständigt er die betreffende Verwaltungsbehörde davon.

KAPITEL V. — Bericht des Vermittlers

Art. 16. Der Vermittler übermittelt dem Wallonischen Regionalrat einen jährlichen Bericht seiner Tätigkeiten. Wenn der Vermittler es für nötig hält, kann er außerdem noch Zwischenberichte erstatten. Diese Berichte beinhalten die Empfehlungen bezüglich der zu treffenden Maßnahmen, die der Vermittler für notwendig hält und stellen die eventuellen Schwierigkeiten dar, auf die er bei der Ausübung seiner Aufgaben stößt.

Die Identität der Beschwerdeführer und der Personalmitglieder der Verwaltungsbehörden darf nicht darin angegeben werden.

Die Berichte werden vom Wallonischen Regionalrat veröffentlicht.
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 22. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsbildung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINLAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

(1) *Sitzungsperiode 1993-1994 :*

Dokumente des Rates 208 (1993-1994) Nr 1 und 7.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 1994.

Diskussion — Abstimmung.

VERTALING

N. 95 — 99

[C — 27015]

22 DECEMBER 1994

Decreet tot instelling van een ombudsman van het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *De ombudsman van het Waalse Gewest*

Artikel 1. De ombudsman van het Waalse Gewest ontvangt onder de bij dit decreet bepaalde voorwaarden, de klachten betreffende de werking van de Waalse gewestelijke administratieve overheden ten aanzien van de burgers, met uitzondering van de administratieve overheden die, krachtens de wet of het decreet of bij toepassing ervan, over hun eigen ombudsman beschikken.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie van de ombudsdienst*

Art. 2. Na openbare oproep tot de kandidaten, wordt de ombudsman benoemd door de Waalse Gewestraad voor een periode van zes jaar die éénmaal hernieuwbaar is.

Hij legt de volgende eed af in de handen van de voorzitter van de Waalse Gewestraad : « Ik zweer de aan mijn ambt verbonden plichten te vervullen in alle oprechtheid en onafhankelijkheid. »

Art. 3. Om te worden benoemd moet de ombudsman :

- 1° Belg zijn;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn en zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de ambten van niveau 1 bij de rijksbesturen;
- 4° een werkelijke ervaring van ten minste vijf jaar in de openbare of privé-sector rechtvaardigen;
- 5° in het Waalse Gewest woonachtig zijn.

Art. 4. Tijdens de duur van zijn mandaat mag de ombudsman niet titularis zijn van een der volgende functies of mandaten :

- 1° het ambt van magistraat, notaris of gerechtsdeurwaarder;
- 2° het beroep van advocaat;
- 3° het ambt van bedienaar van een erkende eredienst of van afgevaardigde van een organisatie erkend bij de wet tot verlening van een morele bijstand volgens een niet confessionele filosofische opvatting;
- 4° een openbaar mandaat toegekend bij verkiezing; bovendien mag hij niet kandidaat zijn voor een dergelijk mandaat tijdens vier jaar na zijn ambtsuittreding;
- 5° een bezoldigde functie in de openbare gewestelijke diensten of een openbaar mandaat toegekend door het Gewest;
- 6° personeelslid van de strijdmachten;
- 7° elke functie die de goede uitoefening van zijn opdracht zou kunnen verhinderen of zijn onafhankelijkheid, zijn onpartijdigheid of de waardigheid van zijn ambt zou kunnen schaden.

De houder van een bij verkiezing toegekend openbaar mandaat, die zijn benoeming als ombudsman aanvaardt, wordt van ambtswege ontslagen van zijn bij verkiezing toegekend mandaat.

Artikelen 1, 6, 10, 11 en 12 van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlov voor de personeelsleden van de overheidsdiensten zijn toepasselijk op de ombudsman indien nodig en met de nodige aanpassingen.

Art. 5. De Waalse Gewestraad kan de functies van de ombudsman doen eindigen :

- 1° op zijn verzoek;
- 2° bij het bereiken van de leeftijd van 65 jaar;
- 3° wanneer zijn gezondheidstoestand de uitoefening van zijn functies ernstig verhindert.

De Waalse Gewestraad kan de ombudsman ontslaan :

- 1° indien hij één van de functies of één van de opdrachten bedoeld in artikel 4, 1e lid aanvaardt;
- 2° wegens dringende redenen.

Art. 6. § 1. De bepalingen tot regeling van het geldelijk statuut van de raadsheren in het Rekenhof, samengebracht in de wet van 21 maart 1964 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof, zijn toepasselijk op de ombudsman.

§ 2. De ombudsman geniet het pensioenstelsel toepasselijk op de ambtenaren van het algemeen bestuur. Bovendien zijn de volgende bijzondere bepalingen toepasselijk.

De ombudsman die, ten gevolge van zijn gezondheidstoestand, niet meer in staat is zijn functies te vervullen maar die de leeftijd van 65 jaar nog niet bereikt heeft, kan aanspraak maken op pensioen, ongeacht zijn ouderdom. Het pensioen wordt berekend op grond van het gemiddelde loon van de vijf laatste jaren, op basis van één twaalfde per jaar dienst als ombudsman.

Art. 7. Binnen de grenzen van zijn opdrachten krijgt de ombudsman geen instructies van enige overheid.

Hij kan niet ontlast worden van zijn opdracht wegens handelingen die hij verricht in het raam van zijn functies. Hij geniet een bijzondere onschendbaarheid voor het uitbrengen van adviezen of van gedachten die hij uitbrengt in het raam van zijn functies.

Art. 8. § 1. De kredieten die nodig zijn voor de werking van de ombudsdienst worden ingeschreven op de begroting van de uitgaven. De ombudsman legt zijn rekeningen voor aan de controle van het Rekenhof.

§ 2. Op de voordracht van de ombudsman worden de personeelsleden die de ombudsman in de uitoefening van zijn functies bijstaan door de Gewestraad benoemd en ontslagen. De ombudsman heeft de leiding over zijn personeel.

Het statuut en de personeelsformatie worden door de Waalse Gewestraad vastgesteld op de voordracht van de ombudsman. Deze personeelsformatie voorziet ten minste in een agent met een grondige kennis van de Duitse taal om de ombudsman bij te staan in het onderzoek van de in het Duits ingediende klachten.

Hij kan zich door deskundigen laten bijstaan.

Artikel 458 van het Strafwetboek is toepasselijk op de ombudsman, op zijn personeel en op de deskundigen die hem bijstaan.

HOOFDSTUK III. — *Aanhangigmaking van de ombudsdienst*

Art. 9. § 1. Iedere natuurlijke of rechtspersoon die denkt dat, bij gelegenheid van een zaak die hem betreft, een in artikel 1 bedoelde administratieve overheid niet gehandeld heeft volgens de opdracht van openbare dienst die zij moet uitoefenen kan kostenloos een klacht, per geschrift of ter plaatse, bij de ombudsman indienen. Deze klacht kan in het Frans of in het Duits ingediend worden.

§ 2. Deze klacht moet voorafgegaan zijn door de voorziene administratieve verzoeken en door de nodige stappen bij de betrokkene overheden om voldoening te krijgen.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure voor het onderzoek van de klachten*

Art. 10. § 1. De ombudsman kan weigeren een klacht te behandelen indien :

- 1° zij duidelijk ongegrond is;
- 2° indien de klacht betrekking heeft op feiten die meer dan een jaar vóór de indiening van de klacht plaatsvonden; nochtans indien een administratief of een rechterlijk vordering ingesteld werd, wordt de voor deze procedure nodige termijn niet in acht genomen voor de toepassing van deze bepaling;
- 3° de voorziene administratieve verzoeken niet werden ingediend of indien de verzoeker klaarblijkelijk geen poging heeft gedaan om voldoening te krijgen;
- 4° zij betrekking heeft op aangelegenheden die het onderwerp zijn van een burgerlijke rechtsvordering of waarvoor een strafprocedure aan de gang is.

§ 2. Een klacht is niet ontvankelijk indien :

- 1° de identiteit van de verzoeker niet bekend is;
- 2° de ombudsman onbevoegd is;
- 3° zij betrekking heeft op een geschil tussen de in artikel 1 bedoelde administratieve overheden en hun personeelsleden tijdens de duur van hun functies.

§ 3. Wanneer de klacht betrekking heeft op een administratieve overheid die over haar eigen ombudsman beschikt doet de ombudsman hem de klacht toekomen binnen de maand na de indiening ervan.

§ 4. Binnen de in het vorig paragraaf voorziene termijn licht de ombudsman de verzoeker schriftelijk in over zijn beslissing zijn klacht al dan niet te behandelen. De weigering een klacht te behandelen wordt gemotiveerd.

De ombudsman geeft kennis aan de administratieve overheid van de klacht die hij gaat onderzoeken.

Art. 11. Het onderzoek van een klacht is geschorst indien zij het onderwerp is van een administratieve of een gerechtelijke vordering.

De administratieve overheid en de verzoeker geven kennis van het ingediend verzoek aan de ombudsman.

Voor zover nodig geeft de ombudsman kennis ervan aan de verzoeker binnen de in artikel 10, § 3, bedoelde termijn.

De indiening en het onderzoek van de klacht schorsen niet of onderbreken niet de termijnen van het verzoek.

Art. 12. § 1. De ombudsman tracht de standpunten van de verzoeker en van de betrokken diensten tot overeenstemming te brengen.

§ 2. De ombudsman kan dwingende antwoordtermijnen opleggen aan de administratieve overheden aan wie hij vragen stelt.

§ 3. Wanneer de ombudsman een klacht als gegrond beschouwt, doet hij alle aanbevelingen die hem van aard lijken de problemen op te lossen waarmee hij aanhangig is gemaakt en, indien nodig, alle voorstellen tot verbetering van de werking van de betrokkene administratieve overheid. Hij geeft kennis ervan aan de verantwoordelijke minister.

§ 4. Wanneer de ombudsman vaststelt dat, bij gelegenheid van een klacht waarmee hij aanhangig is gemaakt, de toepassing van wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen tot een onrechtvaardigheid leidt, kan hij de betrokkene administratieve overheid elke oplossing aanbevelen voor een rechtvaardige regeling van de situatie van de verzoeker, alle maatregelen die hij denkt van aard te zijn dit op te lossen aan de bevoegde overheid voorstellen en de wijzigingen aan wettelijke, decretale of reglementaire teksten die hem geschikt lijken voorstellen. Hij geeft kennis ervan aan de verantwoordelijke minister.

§ 5. De ombudsman mag de gegrondheid van een rechtelijke beslissing niet betwisten maar hij kan aanbevelingen doen aan de betrokkene administratieve overheid.

Indien een gerechtelijke beslissing met kracht van gewijsde niet uitgevoerd wordt kan hij bovendien de betrokken instelling aanmanen zich ernaar te schikken binnen een door hem vastgesteld termijn. Indien deze aanmaning niet gevolgd wordt, wordt de niet-uitvoering van de gerechtelijke beslissing vermeld in een bijzonder rapport opgesteld volgens de bij artikel 16, 2de lid, voorziene voorwaarden en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 6. De ombudsman wordt ingelicht over het gevolg gegeven aan zijn tussenkomsten.

Indien een administratieve overheid denkt geen rekening hoeven te houden met een door de ombudsman voorgestelde aanmaning richt zij hem een gemotiveerd antwoord.

Indien er geen bevredigend antwoord is binnen de door hem vastgestelde termijn kan hij zijn aanmaningen openbaar maken.

De betrokkene administratieve overheid kan haar antwoord bekendmaken en, in voorkomend geval, de beslissing die genomen werd ten gevolge van de door de ombudsman ondernomen stappen. Deze bekendmaking geschiedt onder de in artikel 16, 2de lid, voorziene voorwaarden.

§ 7. De verzoeker wordt regelmatig ingelicht over de verdere behandeling van zijn klacht.

Art. 13. § 1. De ombudsman kan alle vaststellingen ter plaatse maken, zich alle documenten en inlichtingen die hij nodig acht laten overhandigen en alle belanghebbende personen verhoren.

De geheime of vertrouwelijke aard van de stukken waarvan hij inzicht vraagt kan hem niet geweigerd worden behalve inzake geheim betreffende de landsverdediging, de Staatsveiligheid of het buitenlands beleid.

§ 2. De personeelsleden van de in artikel 1 bedoelde administratieve overheden die, uit hoofde van hun ambt of hun beroep, kennis hebben van hen toevertrouwde inlichtingen, worden ontlast van hun geheimhoudingsverplichting in het raam van het door de ombudsman gevoerde onderzoek.

§ 3. Om de naleving van de bepalingen betreffende het geheim van het privé-leven te waarborgen zorgt hij ervoor dat er geen melding wordt gemaakt in de onder zijn gezag bekendgemaakte documenten waarbij personen zouden kunnen geïdentificeerd worden wiens naam hem zo zou worden bekendgemaakt.

Art. 14. De ombudsman stelt een huishoudelijk reglement op tot bepaling van de wijze waarop de klachten onderzocht worden. Het wordt door de Waalse Gewestraad goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 15. Indien de ombudsman een overtreding vaststelt tijdens de waarneming van zijn ambt brengt hij dit ter kennis van de procureur des Konings overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van strafvordering.

Indien hij een belangrijke tekortkoming vaststelt tijdens de waarneming van zijn ambt brengt hij dit ter kennis van de bevoegde administratieve overheid.

HOOFDSTUK V. — *Het verslag van de ombudsman*

Art. 16. De ombudsman maakt een jaarlijks verslag van zijn activiteiten over aan de Waalse Gewestraad. Bovendien kan de ombudsman tussentijdse verslagen opstellen indien hij het nodig acht. Deze verslagen bevatten de raadgevingen betreffende de te treffen maatregelen die de ombudsman nuttig acht en vermelden de eventuele moeilijkheden die hij tegenkomt in de uitoefening van zijn ambt.

De identiteit van de verzoekers en van de personeelsleden van de administratieve overheden mag er niet in vermeld worden.

De verslagen worden bekendgemaakt door de Waalse Gewestraad.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

(1) Zitting 1993-1994 :

Stukken van de Raad (255), nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag. Openbare zitting van 16 december 1994.

Bespreking — Stemming.